

Berger, Peter L. et Godsell Bobby (eds.), *A Future South Africa : Visions, Strategies, and Realities*, Boulder (Col.), Westview Press, 1988, 356 p.

Jean-François Bergeron

Volume 20, Number 4, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702598ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702598ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bergeron, J.-F. (1989). Review of [Berger, Peter L. et Godsell Bobby (eds.), *A Future South Africa : Visions, Strategies, and Realities*, Boulder (Col.), Westview Press, 1988, 356 p.] *Études internationales*, 20(4), 920–923.  
<https://doi.org/10.7202/702598ar>

gnaux d'alerte, de provoquer un mouvement de panique et de rendre les décisions de plus en plus graves et difficiles pour l'ensemble de l'humanité. Ce danger est particulièrement important en Europe, où la crise pourrait atteindre l'intensité d'une guerre en quelques jours seulement.

Cependant, la gravité des crises s'accroît car l'expérience passée devient de moins en moins pertinente, ce qui rend difficile la compréhension des événements et le contrôle d'une « machine sociale » de plus en plus complexe. Les crises peuvent être gérées en tenant étroitement compte du degré de confiance requis par l'existence des armes nucléaires. En fait, la réduction des crises passe par la diplomatie et une robuste, mais non provocante, politique de défense.

Cette étude souffre certainement de l'insuffisant effort de conceptualisation de la notion de crise. Probablement aurait-il fallu élaborer une typologie des situations potentielles de conflit, de façon à mieux essayer de faire comprendre le rôle et le potentiel d'utilisation différenciée de l'arme nucléaire selon les circonstances. D'autre part, les recommandations ressortissent à des règles de bon sens, qui ne sont pas particulièrement originales.

Cependant, ce rapport est bien documenté et sa lecture est agréable. Il mérite incontestablement l'attention des lecteurs, spécialistes ou non, intéressés par l'instabilité des crises et le rôle spécifique que le nucléaire est potentiellement susceptible de jouer.

Jacques FONTANEL

*CEDSI Faculté des Sciences Économiques  
Université des Sciences  
Sociales de Grenoble*

## AFRIQUE

BERGER, Peter L. et GODSELL Bobby (eds.), *A Future South Africa: Visions, Strategies, and Realities*, Boulder (Co.), Westview Press, 1988, 356 p.

Cet ouvrage est le résultat d'un projet collectif de recherche intitulé « *South Africa Beyond Apartheid* » (SABA) commencé en septembre 1985. Rassemblant des chercheurs sud-africains et américains qui voyaient la nécessité d'approfondir le débat sur la nature du changement en Afrique du Sud, cette recherche présente un aperçu des valeurs, postulats, visions d'avenir et stratégies politiques des principaux acteurs de la dynamique sud-africaine aujourd'hui. Les collaborateurs du projet disent ne partager aucun ensemble de croyances ou de stratégies politiques prédéfinies autres que quatre grands principes : 1) l'apartheid est moralement répréhensible et devrait être aboli ; 2) il devrait être remplacé par une démocratie et non par une tyrannie ; 3) dans le processus de transition, la capacité productive de l'économie devrait être maintenue ; et 4) les coûts de la transition, particulièrement les coûts humains, devraient être gardés au plus bas.

La méthode de recherche est expressément simple. Dans une première étape, vingt-cinq acteurs clés du changement furent identifiés en Afrique du Sud et aux États-Unis et on les analysa suivant un schéma visant à cerner leur nature, leurs objectifs et leurs stratégies (Qui?, Pourquoi?, Comment?). Chaque cas devait ensuite être soumis à l'évaluation critique des chercheurs à la lumière des contraintes sud-africaines spécifiques (« *reality testing* »).

Pour les fins de la publication, les acteurs recensés furent regroupés en cinq grandes catégories tandis que l'ouvrage

lui-même se divise en huit chapitres. Dans un ensemble bien intégré, les cinq premiers chapitres portent sur les acteurs proprement dits: le gouvernement sud-africain; l'aile droite blanche; les groupes de résistance en exil; les groupes de résistance internes; et les « incrémentalistes ». Deux autres chapitres traitent tour à tour des enjeux économiques du changement et du rôle joué par les États-Unis en Afrique du Sud tandis que le dernier chapitre examine le régime de l'apartheid dans une perspective comparative.

L'analyse du gouvernement du Parti National par Lawrence Schlemmer traite de l'acteur sans doute le plus important pour les perspectives d'avenir en Afrique du Sud. En toute logique, il s'agit là aussi du chapitre le plus long de l'ouvrage. Relevant l'échec et l'abandon du programme de « développement séparé », Schlemmer s'attache à démontrer que le gouvernement est dans une phase prolongée de transition vers une forme de coexistence avec les groupes auparavant exclus des desseins « verwoerdiens » d'une république blanche territorialement et politiquement délimitée. Ses conclusions sur les changements en cours font état d'un parti ministériel soumis à de nombreuses pressions et aux prises avec d'importants conflits internes mais déterminé à poursuivre, par une « domination autoritaire multiraciale », une politique de réformes graduelles balisée par une stratégie de cooptation et d'incorporation des Noirs dans les mécanismes centraux de participation politique.

L'article de Helen Zille apporte un complément pertinent à l'analyse de Schlemmer en montrant que les formations de l'extrême-droite représentent une concurrence sérieuse pour le Parti National au sein de l'électorat nationaliste. Cela s'est déjà vérifié avec l'accession du Parti Conservateur au rang d'opposition officielle aux élections générales de 1987. Si la

droite est loin d'être unie — son support est partagé entre plusieurs organisations rivales: le CP, le HNP, l'*Afrikanervolkswag*, l'AWB, le *Blanke Bevrydingsbeweging*, etc. — elle s'entend au moins pour condamner sans appel le processus de réforme engagé par le gouvernement. Puisant à même le racisme traditionnel du nationalisme afrikaner, les théoriciens de l'extrême-droite considèrent généralement que les réformes, au lieu d'assouvir les aspirations des populations noires, mèneront droit à la révolution et à l'extinction de la « race blanche » en Afrique du Sud. La portée future et la détermination politique de ces organisations sont encore, d'après Zille, difficiles à évaluer. Elles dépendent pour une bonne part de facteurs qui lui sont extérieurs tels le rythme et l'orientation des politiques du gouvernement. Zille estime toutefois avec raison que la droite doit être prise au sérieux et qu'elle n'est pas un « tigre de papier ».

Le chapitre sur la résistance en exil par Heribert Adam porte essentiellement sur l'African National Congress (ANC) et le Parti Communiste sud-africain (SACP). Son analyse présente un aperçu intéressant de quelques-unes des ambiguïtés idéologiques et stratégiques qui traversent l'ANC de même que celles qui résultent de son alliance avec le SACP. Au plan des négociations avec le gouvernement, on retiendra surtout les enjeux liés à la question de la violence. Adam estime ici que si l'ANC acceptait de rejeter la lutte armée comme l'exige Pretoria, l'organisation commettrait un « suicide politique ». D'après l'auteur, l'ANC cultive à cet égard une « ambiguïté pragmatique » où s'affrontent ceux qui prônent la violence comme seule façon d'accéder au pouvoir (Johnny Makatini, représentant de l'ANC à l'ONU, parle déjà d'une éventualité de 3 à 4 millions de morts dans la phase de transition) et ceux qui, à l'instar du SACP, optent pour une stratégie « réaliste » où la résistance ar-

mée est vue comme un instrument pour amener le gouvernement à la table de négociations. En suggérant que l'arrêt de la violence ne devrait pas être un prérequis des négociations (comme le voudrait le gouvernement) mais bien leur résultat, Adam soulève toutefois le délicat problème de la légitimité des groupes de résistance en exil : comment ce message serait-il compris par les organisations d'opposition internes qui ont choisi d'opter pour la non-violence ?

L'article de Paulus Zulu sur les groupes de résistance internes présente une vision à la fois trop spécifique et trop générale pour répondre adéquatement à cette question. L'analyse porte principalement sur la résistance dans les « townships » et embrasse cinq grandes catégories de groupes : les organisations de jeunesse, les organisations communautaires, les organisations syndicales, les organisations de professions, et les groupes institutionnels. On y trouve surtout une information appréciable sur le fonctionnement de ces groupes sous le parapluie des grandes organisations tels l'UDF, le National Forum et AZAPO, et les églises.

Le chapitre sur les « incrémentalistes » par Ann Bernstein et Bobby Godsell réfère à une catégorie logique qui désigne ceux qui croient à la possibilité de changer le système de l'intérieur. Les auteurs regroupent sous cette rubrique l'Inkatha, le Labour Party, le Progressive Federal Party et la communauté des affaires. Bien que ces quatre groupes ne forment pas un ensemble cohésif et qu'ils s'opposent même entre eux sur plusieurs politiques et stratégies, Bernstein et Godsell croient tout de même leur déceler une philosophie commune qu'ils résumant en onze points : le rejet de l'apartheid, le rejet de la révolution, une approche « multistratégique » du changement, la reconnaissance de l'immense pouvoir de coercition de l'État, la

reconnaissance de la nécessaire croissance de l'économie et le rejet des politiques de sanctions économiques, la croyance que la participation dans les structures étatiques est une question tactique et non un principe, le refus de poser l'apartheid et le capitalisme comme les deux faces d'un même problème, l'engagement en faveur des droits de la personne et de l'État de droit, l'engagement en faveur des négociations, le refus de la « politique de protestation », et la reconnaissance du rôle et de la place des Blancs dans une société post-apartheid. Il ressort de cette analyse une vue pénétrante des enjeux auxquels sont confrontés à la fois les incrémentalistes et l'État. Pour les premiers, les enjeux portent d'abord sur la crédibilité même de leur action dans un contexte où, à l'extérieur comme à l'intérieur, la force symbolique et dramatique des révolutionnaires a souvent plus d'impact que la politique du compromis et du changement graduel. Pour l'État d'autre part, la politique incrémentaliste présente un défi qu'il faudra bien relever pour démontrer qu'il y a réellement une volonté politique de changement hors des pratiques de l'affrontement et de la violence.

Les trois derniers chapitres sont d'intérêt inégal. Ceux qui s'intéressent à la prospective économique trouveront sans doute leur lot dans l'article de Pieter Le Roux qui examine et confronte divers scénarios pour le futur, partant de « l'économie de siège » jusqu'au « socialisme démocratique ».

Dans leur article sur « les États-Unis et le monde », John Marcum, Helen Kitchen et Michael Spicer prêtent surtout leur attention au lobby pro-sanctions aux États-Unis. On y apprend beaucoup sur l'utilisation politique de la vertu et de la mauvaise conscience et sur l'aspect parfois naïf et hâtif de politiques orientées suivant le critère du « quick-fix ».

On retiendra surtout la contribution de Peter Berger et de Bobby Godsell qui se livrent à un examen comparatif du cas sud-africain. Les auteurs remettent ici en question la pertinence de certaines analogies couramment utilisées pour éclairer les problèmes particuliers de l'Afrique du Sud dont les exemples des sociétés coloniales, de la Rhodésie, de l'Algérie, de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis, de l'Iran et des Philippines. Au rang des « comparaisons utiles », Berger et Godsell retiennent plutôt le thème du changement et proposent deux analogies inusitées: la Restauration Meiji au Japon et la Chine de Deng Xiaoping. La première, optimiste, illustre l'idée que le changement de l'intérieur du système reste possible tandis que la seconde, pessimiste, suggère les limites inhérentes au pouvoir en montrant que les réformateurs n'iraient pas nécessairement jusqu'à saborder le système qui a assuré leur domination politique.

Cet ouvrage est d'une importance capitale pour ceux qui s'intéressent à l'évolution actuelle de l'Afrique du Sud. Il présente une recherche solide et bien documentée des principaux acteurs en présence et soulève nombre de questions pertinentes sur leurs visions d'avenir.

Jean-François BERGERON

*Étudiant au doctorat,  
Département de science politique,  
Université Laval, Québec*

LUBECK, Paul M. (ed.), *The African Bourgeoisie: Capitalist Development in Nigeria, Kenya and the Ivory Coast*. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1987, 424 p.

Cet ouvrage collectif est le produit d'une conférence sur la bourgeoisie africaine qui s'est tenue à Dakar en décembre 1980. Il s'agissait, à la lumière du matérialisme historique, de réexaminer les thèses

dépendantistes concluant à l'impossibilité d'un développement capitaliste autonome des pays de la périphérie dans le système capitaliste mondial. Plus précisément, il convenait d'examiner le rôle de l'État post-colonial et de la bourgeoisie nationale dans le processus d'accumulation du capital et de transition au capitalisme qui a été amorcé dans les pays capitalistes africains les plus avancés, à savoir le Nigeria, le Kenya et la Côte d'Ivoire, au cours de la deuxième décennie de l'indépendance (1970-1979). Cette réflexion se greffait sur le fameux « débat kényan » des années 70 selon lequel Steven Langdon et Raphael Kaplinsky s'opposaient à Colin Leys et Nicola Swainson, notamment, sur la capacité de la bourgeoisie kényane à initier un processus de développement capitaliste autonome au sein du système capitaliste mondial. En même temps, il s'agissait d'évaluer l'importance et le rôle respectif des facteurs internes et des déterminants extérieurs dans le processus de développement capitaliste de la périphérie. Questions d'une importance déterminante dans l'analyse des causes et des remèdes de la crise africaine actuelle. Paul Lubeck a eu l'heureuse initiative de rassembler en un seul volume les contributions les plus importantes à ce débat. L'ouvrage est divisé en cinq sections traitant respectivement des questions théoriques et méthodologiques, de l'émergence historique, des origines agraires, et du rôle de l'État dans le capitalisme africain, ainsi que de la transition au capitalisme industriel.

Alors que dans son chapitre introductif, Paul Lubeck situe le cadre général du débat, Gavin Kitching, dans son intéressante contribution sur « Le rôle de la bourgeoisie nationale dans la phase actuelle de développement capitaliste », avance quelques hypothèses originales sur les possibilités de développement capitaliste dans la périphérie, même sans bourgeoisie nationale. De l'analyse de l'émergence d'une